

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2819

[C — 2009/29396]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale
peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, tel que modifié, notamment l'article 24;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 81 et 113, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 1993 fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mars 2009;

Vu les protocoles de négociation du 23 avril 2009 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux — Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 23 avril 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis 46.546/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o établissement : un établissement d'enseignement de promotion sociale;

2^o implantation : tout endroit où un établissement est autorisé à organiser des sections conformément aux dispositions réglementaires en la matière;

3^o arrondissement : l'arrondissement administratif du siège de l'établissement ou de l'implantation;

4^o section : une section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 dûment approuvée;

5^o Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions;

6^o Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale;

7^o Secrétariat : le secrétariat permanent de la Commission de concertation et du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

8^o Chef d'établissement : le chef d'établissement dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Chaque établissement est autorisé à organiser, dans chacune de ses implantations, toutes les sections dûment approuvées pour l'établissement.

Art. 3. En vue de répondre à des demandes de formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels, chaque établissement est autorisé à organiser, dans des locaux mis à sa disposition par le demandeur de formation, toutes les sections dûment approuvées pour l'établissement, à condition que ces locaux soient situés dans l'arrondissement du siège administratif de l'établissement ou dans une commune où il dispose d'une implantation.

La réalisation d'une formation telle que visée à l'alinéa précédent doit faire l'objet d'une convention écrite entre le demandeur de formation d'une part et le chef d'établissement d'autre part.

Art. 4. Un établissement d'enseignement de promotion sociale peut également organiser une section en dehors de l'arrondissement du siège administratif de l'établissement dans trois cas :

1^o en tant qu'établissement coopérant d'un centre d'éducation et de formation en alternance à condition que les sections organisées dans ce cadre comptent au minimum 80 pour cent d'élèves du centre d'éducation et de formation en alternance considéré;

2^o dans le cadre de la formation en cours de carrière définie dans le décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale;

3^o pour l'organisation des formations prévues dans le volet propre à chaque réseau de la formation initiale des directeurs visées à l'article 18 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Art. 5. A l'exception des cas visés aux articles 3 et 4, toute organisation de section(s) dans des locaux situés en dehors de l'établissement, doit faire l'objet d'une demande dûment motivée introduite par pli recommandé auprès du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, via le Secrétariat, au plus tard deux mois avant la date de début de l'organisation proposée, sous peine d'irrecevabilité. La durée de la dérogation doit être précisée dans la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, toute organisation de section(s) dans des locaux situés en dehors de l'établissement qui débute durant le mois de septembre ou le mois d'octobre doit faire l'objet d'une demande dûment motivée introduite par pli recommandé auprès du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, via le Secrétariat au plus tard pour le 31 mai de l'année considérée. La durée de la dérogation doit être précisée dans la demande.

Le Conseil supérieur, via le Secrétariat, en informe immédiatement chacun des établissements, de quelque réseau que ce soit, ayant une implantation dans l'arrondissement où la section devra être organisée. Les établissements qui souhaitent collaborer dans le cadre de la convention le signalent par lettre recommandée au Secrétariat dans les dix jours qui suivent la date de la réception de la demande.

Si un établissement au moins répond à la demande, le Secrétariat, mandaté par le Conseil supérieur, organise une concertation entre les établissements concernés. Cette concertation doit se clore dans les trente jours calendrier qui suivent la date d'expédition de l'information par le Secrétariat.

A l'issue de cette concertation ou si aucun autre établissement n'a donné suite à la demande du Secrétariat, une proposition de décision est transmise au Ministre par le Président du Conseil supérieur. Cette proposition ne peut avoir pour effet d'exclure l'établissement qui a pris l'initiative de la demande. Cette proposition est, autant que faire se peut, le résultat d'un consensus. Si celui-ci n'est pas acquis, la proposition est faite à la majorité absolue des voix des représentants du personnel directeur et enseignant présents ou de leurs délégués. Une note de minorité peut être jointe.

Il appartient ensuite au Ministre de se prononcer sur la proposition susvisée. Il communique sa décision aux établissements concernés, via le Secrétariat, dans un délai de dix jours de la réception de la proposition. En cas de refus de la proposition, celui-ci est dûment motivé.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 1993 fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2819

[C – 2009/29396]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen verstrekt kan worden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van het onderwijs, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 81 en 113, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 1993 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen kan worden verstrekt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 maart 2009;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 23 april 2009 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke diensten – Sectie II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op de overlegprotocollen van 23 april 2009 van het Comité voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 46.546/2, verleend op 25 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1^o inrichting : een onderwijsinrichting voor sociale promotie;

2^o vestiging : elke plaats waar een inrichting ertoe gemachtigd is afdelingen te organiseren overeenkomstig de reglementsbepalingen ter zake;

3^o arrondissement : het bestuursarrondissement waar de inrichting of de vestiging gevestigd is;

4^o afdeling : een degelijk goedgekeurde afdeling of opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

5^o Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die met het onderwijs voor sociale promotie belast is;

6^o Hoge raad : de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;

7° Secretariaat : het vast secretariaat van de Overlegcommissie en de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;

8° inrichtingshoofd : het inrichtingshoofd in het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht of haar afgevaardigde in het onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Alle voor een inrichting behoorlijk goedgekeurde afdelingen mogen ingericht worden in elke vestiging ervan.

Art. 3. Om te voldoen aan opleidingsaanvragen uitgaande van bedrijven, besturen, het onderwijs en, meer algemeen, de sociaaleconomische en culturele kringen, mag elke inrichting in lokalen die de aanvrager ter beschikking stelt, alle afdelingen organiseren die voor de inrichting behoorlijk goedgekeurd zijn, mits die lokalen in het arrondissement van de administratieve zetel gelegen zijn of in een gemeente waar ze over een vestiging beschikt. Om de opleiding bedoeld bij het vorige lid te verwezenlijken wordt een geschreven overeenkomst gesloten tussen de aanvrager, enerzijds, en het inrichtingshoofd, anderzijds.

Art. 4. Een inrichting van onderwijs voor sociale promotie kan ook een afdeling inrichten buiten het arrondissement van de administratieve zetel van de inrichting in drie gevallen :

1° als medewerkende inrichting van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding op voorwaarde dat de inrichtingen die in dat kader georganiseerd worden meer dan 80 % tellen van leerlingen van het betrokken centrum voor alternerende opvoeding en opleiding;

2° in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan bepaald in het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie;

3° voor de inrichting van de opleidingen bedoeld in het luik eigen aan ieder net van de initiële opleiding van de directeurs, bedoeld bij artikel 18 van het decreet van 2 februari 2007 houdende het statuut van de directeurs.

Art. 5. Met uitzondering van de gevallen bedoeld bij de artikelen 3 en 4, wordt, voor de organisatie van één of meer afdelingen in lokalen buiten de inrichting, via het Secretariaat, een met redenen omklede aanvraag bij de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie per aangetekende brief ingediend, uiterlijk twee maanden voor de aanvang van de voorgestelde organisatie, op straffe van nietigheid. De aanvraag moet de duur van de afwijking vermelden.

In afwijking van het eerste lid, moet elke organisatie van één of meer afdelingen in lokalen buiten de inrichting die gedurende de maand september of oktober begint, het voorwerp uitmaken van een behoorlijk met redenen omklede aanvraag per aangetekende brief bij de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie, via het Secretariaat, ten laatste tegen 31 mei van het betrokken jaar. De duur van de afwijking wordt in de aanvraag bepaald.

Via het Secretariaat, licht er de Hoge raad onmiddellijk iedere inrichting over in, wat het net ervan ook is, die een vestiging in het arrondissement heeft waar de afdeling ingericht zal worden. De inrichtingen die wensen mee te werken in het kader van de overeenkomst melden dit aan per aangetekende brief aan het Secretariaat binnen de tien dagen die volgen op de datum van ontvangst van de aanvraag.

Indien minstens één inrichting gevolg geeft aan de aanvraag, organiseert het Secretariaat, gemandateerd door de Hoge raad, een overleg tussen de betrokken inrichtingen. Dit overleg moet beëindigd worden binnen de dertig kalenderdagen die volgen op de datum van verzending van de informatie door het Secretariaat.

Na dit overleg of als geen inrichting aan het verzoek van het Secretariaat gevolg gegeven heeft, zendt de Voorzitter van de Hoge raad de Minister een voorstel tot beslissing over die de aanvragende inrichting niet uitsluit. Dit voorstel is zoveel mogelijk het gevolg van een consensus. Wordt deze niet bereikt, dan wordt het voorstel bij de volstreekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige inrichtingshoofden of hun gemachtigden gedaan. Een minoriteitsnota kan bij het voorstel gevoegd worden.

Het komt dan de Minister toe zich over het bovenvermelde voorstel uit te spreken. Hij deelt deze zijn beslissing mede aan de betrokken inrichtingen via het Secretariaat binnen een termijn van tien dagen na de ontvangst van het voorstel. Ingeval het voorstel geweigerd is, wordt deze weigering behoorlijk met redenen omkleed.

Art. 6. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 1993 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen kan worden verstrekt, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA